Discours prononcé par le président de la République de Cuba Fidel Castro Ruz à la cérémonie centrale à l'occasion du cinquante-deuxième anniversaire de l'attaque des casernes Moncada et Carlos Manuel de Céspedes. Théâtre Karl Marx, le 26 juillet 2005

Chers habitants de la capitale, qui ont remporté avec des efforts tenaces et dévoués, suite à une émulation enthousiaste avec les provinces de Villa Clara, Matanzas, Cienfuegos, Camagüey et Granma, le siège de cette cérémonie centrale à l'occasion du 26 juillet : je vous félicite.

Combattants d'hier et d'aujourd'hui,

Distingués invités,

Chers compatriotes,

Je remercie notre peuple héroïque et généreux du privilège de commémorer cet anniversaire de l'attaque de la Moncada et à la caserne "Carlos Manuel de Céspedes" tant d'années après de ces faits. Peut-être nul n'a jamais reçu un tel honneur. Il serait impardonnable d'oublier que plus de 70% des Cubains qui soutiennent aujourd'hui la Révolution n'étaient pas nés à cette époque-là. Ils ont arboré les drapeaux de ceux qui ont donné leur vie à cette action et je pense qu'ils ne les déposeront jamais. J'ose les remercier en mon nom et en leur nom car j'ai sur ma conscience le poids énorme de les avoir persuadé de mener une action tellement osée sans que le hasard m'en est empêché de poursuivre la lutte révolutionnaire jusqu'à ce moment émouvant, cinquante-deux ans plus tard.

La Révolution vit aujourd'hui un moment digne de cette date mémorable.

Les mois qui ont précédé le cinquante-deuxième anniversaire du début de nos luttes armées pour l'indépendance définitive de Cuba se sont caractérisés par une agressivité accrue de la part de l'administration Bush à l'encontre de Cuba. L'extrême droite nazi-fasciste qui s'est emparé de la direction de l'empire n'a pas cessé de ruminer sa haine impuissante contre notre patrie. Il faut rappeler que le 20 mai 2002, en faisant preuve d'une insolence inouïe, Bush, réunit à cette occasion avec la mafia terroriste de Miami, a exigé une nouvelle Constitution à Cuba selon laquelle on renoncerait au caractère socialiste de la Révolution. Parmi les participants à cette rencontre se trouvait le cher ami de la dynastie familiale, Orlando Bosch Ávila, principal responsable de la destruction en plein vol de l'avion cubain dont les passagers sont tous morts quelques minutes après avoir décollé de la Barbade.

Cuba a répondu aux exigences impériales en organisant des manifestations massives dans tout le pays dans le but de soutenir le projet de modification de la Constitution, approuvé par l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire le 26 juin 2002 et en vertu duquel le caractère socialiste et le système politique et social ratifiés par la Constitution étaient irrévocables.

L'attentat terroriste atroce contre les tours jumelles de New York du 11 septembre 2001 avait déjà eu lieu.

Sous la pression constante de cette mafia qui avait favorisé son accès à la présidence moyennant une fraude scandaleuse, monsieur Bush et sa clique n'ont pas cessé un instant d'adopter des mesures cruelles et pleines de haine pendant quatre ans pour déstabiliser, attaquer et essayer de balayer de la Terre l'indépendance de Cuba et le droit de son peuple à se doter d'un système politique et économique véritablement humain et juste.

Des résolutions grotesques ont été alors mises en pratique dans le but de renforcer le blocus et d'étouffer l'économie du pays. Les visites de centaines de milliers de Cubains résidant aux États-Unis à leurs proches à Cuba ont été limitées à une tous les trois ans, mais ils avaient pas tous le droit ; l'aide familiale a été réduite presque à zéro ; des accords portant sur l'émigration illégale n'ont pas été observés ; des propositions de

coopération dans des domaines vitaux tels que la lutte contre le trafic de drogues et de personnes et autres visant à empêcher les actions terroristes ont été rejetées ; les calomnies se sont multipliées ; Cuba a été qualifiée de pays terroriste ; des mensonges insensés sur la fabrication d'armes biologiques et sur les plans de guerre électronique dans le but de brouiller les communications du gouvernement des États-Unis, entre autres, ont été inventés, le but étant de justifier une agression génocide contre notre peuple, tel qu'ils l'ont fait par la suite en Irak.

Nul n'ignore que la clique de Bush a mis sur pied un important comité pour planifier en détail la dénommée « transition » à Cuba. Elle a d'ailleurs élaboré un projet macabre pour, entre autres, mener des plans de vaccination et des campagnes d'alphabétisation alors que tout le monde sait que les programmes d'éducation et de santé à Cuba dépassent largement ceux des États-Unis, voire ceux de n'importe quel pays au monde.

Je dois signaler ces faits qui constituent un modeste échantillon de toutes les agressions des gouvernements des États-Unis contre Cuba, dont l'administration Bush incarne la haine la plus répugnante et sinistre contre un peuple digne et héroïque qui ne se plie pas et qui ne peut pas être intimidé par les menaces et les agressions de l'empire puissant.

L'une des mesures les plus cyniques de Bush a été d'utiliser la base navale de Guantánamo, occupée illégalement contre la volonté de notre peuple, pour y établir un camp de concentration où il renferme des personnes enlevées partout dans le monde sans procès ou démarche légitime. Le comble a été de transformer cette prison en centre expérimental de tortures comme celles appliquées par la suite dans la prison d'Abu Ghraib en Irak.

Un article du *New York Times*, datant du 17 octobre 2004, a reconnu que les abus commis contre les prisonniers de la base navale de Guantánamo étaient « généralisés et qu'il ne s'agissait pas des cas isolés, tels que l'affirmaient les versions officielles ». Citant des militaires, des agents secrets et autres fonctionnaires, le journal a décrit une « série de procédures hautement abusives survenues pendant une période prolongée ». Le monde s'est étonné et scandalisé lorsqu'il a été informé de ces faits incroyables.

Le sénateur démocrate Joseph Biden, de la Commission des relations extérieures, a dit que la base navale de Guantánamo « était devenue le plus important outil de propagande pour recruter des terroristes dans le monde entier ». L'ancien président James Carter a exhorté le gouvernement Bush à fermer cette prison car les dénonciations des tortures « constituaient une véritable honte et une tache sur la réputation des États-Unis ».

Le journal britannique *The Guardian* a révélé le 13 septembre 2004 que « les plus hautes instances de l'administration de George W. Bush avaient été informées des mauvais traitements et des éventuels crimes de guerre à la base pendant l'automne 2002 », selon une enquête du journaliste vétérinaire Seymour Hersh figurant dans son livre *Cadena de Mando*.

Une parlementaire nord-américaine d'origine cubaine, connue dans notre pays sous le nom de la louve féroce, - et soit dit en passant amie et partisane de Posada Carriles- lors d'une visite réalisée à ce centre de tortures a déclaré à la presse qu'elle « voulait que le peuple cubain puisse jouir des droits réservés aux prisonniers de Guantánamo ».

Les agressions permanentes et toujours croissantes par radio et télévision contre notre peuple, qui violent les normes les plus élémentaires concernant l'utilisation de l'espace radioélectronique et le droit international, font partie des actions cyniques de monsieur Bush.

Dans cette aventure folle et vouée à l'échec, le gouvernement des États-Unis a investi inutilement des sommes faramineuses.

Outre les actions menées depuis l'extérieur, Bush et sa mafia ont investi plus de cent millions de dollars pour promouvoir la subversion et la déstabilisation à l'intérieur de Cuba. Il a utilisé à cette fin, plus qu'une autre administration états-unienne, la Section des intérêts de ce pays à La Havane. Par le passé, les actions subversives et d'espionnage étaient menées avec une certaine discrétion. Pendant l'étape véritablement de gangstérisme de Bush junior, toutes les normes ont été balayées. Des personnages grotesques tels que James Cason, suivant les instructions d'Otto Reich, Roger Noriega et autres fonctionnaires sans scrupules, ont dépassé les limites de la décence la plus élémentaire et préparé des provocations insolites à l'intérieur de notre pays. Les chefs de la Section des intérêts se sont chargés directement de diriger les groupes mercenaires qui, à travers diverses voies et moyennant différents prétextes, garantissent des revenus importants en devises convertibles. Dans un pays comme Cuba, où des services aussi vitaux que la santé et l'éducation sont gratuits et où les loyers des logements, l'accès aux activités récréatives, les médicaments et une bonne partie des aliments sont acquis en pesos cubains à des prix pratiquement symboliques, les détenteurs de devises convertibles peuvent donc afficher des niveaux de vie substantiellement supérieurs à ceux des citoyens qui touchent des salaires et des pensions en monnaie nationale.

Nulle part ailleurs, un mercenaire de l'empire peut jouir des privilèges qu'il peut jouir à Cuba. Aucun d'entre eux ni travaille ni rend un service utile à la société. Les bureaux et les résidences de la Section des intérêts des États-Unis à Cuba, emparés par l'immunité diplomatique, sont devenus des locaux de réunion pour organiser des provocations, faciliter les communications et diriger ouvertement les mercenaires à l'intérieur du pays.

Rien de ceci n'est caché. Les valises diplomatiques de la Section des intérêts sont utilisées sans honte pour introduire de contrebande des ordinateurs, des moyens de communication, des imprimés, des pamphlets et toute sorte d'objets et des biens qui seront donnés à ses salariés. Jamais auparavant un gouvernement a tellement outragé et abusé des franchises et immunités diplomatiques que le gouvernement des États-Unis pour rédiger des écriteaux et montrer des pancartes offensives contre notre pays.

Lorsque, pour une raison quelconque, ils ne veulent pas réaliser directement ces activités, ils font appel à leurs laquais tchèques ou à d'autres du même acabit pour mener ces actes grossiers.

Jamais notre bureau à Washington ou nos fonctionnaires n'ont fait appel à l'immunité diplomatique pour réaliser des actions tellement illégales et répugnantes.

Récemment, alors que notre peuple œuvrait sans répit pour se relever des dégâts causés par l'ouragan Dennis qui a provoqué la destruction ou la quasi destruction de dizaines de milliers de logements, des interruptions dans le réseau de transmission et de distribution d'électricité, des dommages significatifs dans l'agriculture et dans d'autres branches de l'économie, le gouvernement nord-américain intensifiait ses agressions radioélectroniques et subversives contre Cuba en multipliant la fréquence des vols de provocation et illégaux de l'aéronef EC-130J, chargé de transmettre vers notre pays les signaux de radio et télévision anticubaines.

La première transmission à l'aide d'un avion des forces armées des États-Unis a eu précisément lieu le 20 mai 2003, date historique marquée par l'ingérence impériale à Cuba. Puis, après l'adoption de l'infâme « Plan de transition », en vertu duquel des sommes milliardaires étaient consacrées aux transmissions de radio et de télévision contre Cuba, le gouvernement des États-Unis a décidé en août 2004 de réaliser des transmissions de quatre heures, les week-ends depuis un avion militaire, brouillant de la sorte nos transmissions de télévision, violant grossièrement les normes internationales pour les télécommunications et devenant ainsi un élément périlleux de provocation de par le caractère militaire de l'aéronef, utilisé dans les actions de guerre des États-Unis au Vietnam, en Afghanistan et en Irak.

Le 13 juillet dernier, voilà moins de trois semaines, cinq jours après le passage de l'ouragan par une partie du sud, du centre et de l'occident du pays avec son énorme

pouvoir destructeur, les forces aériennes des États-Unis ont transféré à la station aéronavale de Key West en Floride deux avions EC-130J de la 193 Aile d'opérations spéciales de la Pennsylvanie. Un de ces aéronefs a volé consécutivement les 15 juillet (vendredi), 16 (samedi), 18 (lundi), 20 (mercredi), 22 (vendredi) et 23 juillet (samedi), dans une escalade provocatrice et agressive, émettant des transmissions contre-révolutionnaires.

Six jours seulement s'étaient écoulés après le passage de l'ouragan et on identifiait encore les données concernant ses effets dévastateurs.

Ainsi, en moins d'une année, 46 transmissions depuis un avion militaire ont été effectuées, sans interrompre celles qui se faisaient chaque jour depuis le globe aérostatique par quelque neuf chaînes. Ces transmissions, de pair avec celles émises par d'autres stations contre-révolutionnaires font, au total, 2 425 heures et 45 minutes par semaine d'émissions par radio et télévision contre Cuba.

Un fait est à remarquer et c'est que, avant l'escalade actuelle, les États-Unis ont effectué trois vols d'exploration avec des avions type RC-135 le samedi 30 avril et les 7 et 14 mai 2005, à la même heure où le EC-130 transmettait vers notre pays, dans l'éventuelle intention de vérifier l'efficacité et les paramètres de notre réaction à l'agression par télévision. Depuis quelques années, les avions RC-135 ne réalisaient pas d'actions contre notre pays.

I

Entre-temps, d'une manière hypocrite et dévergondée, l'administration nord-américaine, qui impose avec tant de rage le blocus génocide contre notre pays, offrait « pieusement » à Cuba 50 000 dollars pour atténuer les dommages causés par l'ouragan ; les représentants qui soutiennent la politique du gouvernement Bush présentaient au Congrès un projet de loi en vertu duquel on allouerait 37 931 000 dollars pour les transmissions contre Cuba pour l'année fiscale 2006, et 29 931 000 dollars pour l'année fiscale 2007, dans le but explicite, selon le texte, d' « acheter, louer, construire et améliorer les installations de réception et de transmission de radio et de télévision, et d'acheter, louer et installer les équipements nécessaires, y compris des avions, en vue de la réception et la transmission de radio et de télévision ».

On a même dit qu'ils pourraient acquérir des avions type Boeing, dotés d'une technologie similaire à celle des appareils EC-130J, pour effectuer les transmissions futures contre Cuba ; et l'on prévoit aussi des ressources financières pour disposer des espaces de transmission dans des stations de radiodiffusion dans des pays de la région proches de Cuba.

L'escalade des transmissions anticubaines a lieu au milieu de divergences publiques entre le Département d'État et le Département de Défense concernant l'utilisation d'un avion militaire pour transmettre contre Cuba ou son transfert vers le Moyen-Orient. Les faits survenus prouvent que la position de Condoleezza Rice et les visées agressives de l'administration nord-américaine, sous les pressions, les engagements contractés et l'influence de la mafia terroriste de Miami, se sont imposés.

Abasourdie dans son délire, une ancienne porte-parole de la Fondation nationale cubano-américaine et aussi défenseur de Posada Carriles, vient de déclarer impudiquement à la télévision de Miami que l'aide solidaire du Venezuela à Cuba pour atténuer les effets de l'ouragan « se traduit en quelques milliers de tonnes de tours pour bloquer les transmissions des États-Unis, en équipements pour reconstruire toutes ces tours utiles à ce type de blocus, et en la technique nécessaire pour instaurer la répression ».

Une vision aussi aberrante prévaut dans l'extrême droite états-unienne qui menace maintenant d'effectuer aussi des transmissions de radio et de télévision contre le Venezuela, pour répondre à la création de Telesur et à la solidarité du gouvernement vénézuélien avec Cuba.

Selon le représentant républicain de la Floride Connie Mack, qui a proposé un amendement sur le thème, « on pourrait autoriser le Conseil des gouverneurs pour les

transmissions à commencer les transmissions de radio et de télévision vers le Venezuela de forme similaire aux transmissions actuelles de radio et de télévision Martí contre Cuba ».

Avec la même intensité avec laquelle la Maison-Blanche renforce sa guerre électronique, à Miami, les stations de télévision et les stations de radio locales s'escriment à transmettre une image de crise et de chaos à Cuba, où une situation intenable conduirait à une explosion sociale dans l'île. Quiconque écoute ces terroristes médiatiques serait « convaincu » inévitablement qu'il ne reste que quelques heures à la Révolution, ce qui met en évidence qu'ils sont vraiment incapables d'apprendre les leçons de l'histoire.

Certains correspondants étrangers à La Havane se sont laissés emporter, consciemment ou inconsciemment, par le courant de la provocation et les coups bas.

Presque simultanément, le 13 juillet, cinq jours seulement après le passage de l'ouragan, alléguant le prétexte de l'accident du remorqueur, survenu il y a onze ans – séquestré à main armée dans le quai destiné à recevoir ce type d'embarcation auxiliaire de la navigation, ce qui a provoqué la mort lamentable de nombreuses personnes, dont des femmes et enfants, et dont, d'une manière infâme, on rendait responsable la Révolution – environ vingt individus qui font partie des groupuscules susmentionnés ont proféré, devant l'hôpital Hermanos Ameijeiras, des cris insultants qui ont donné lieu à la réponse immédiate et indignée des voisins de la zone et des travailleurs de l'établissement, ce qui a exigé la protection des provocateurs par les autorités.

Je dois ajouter un autre antécédent. Lorsque le pays était engagé dans une bataille historique contre l'empire pour la justice dénonçant l'entrée clandestine aux États-Unis de Posada Carriles sous la protection de la mafia cubano-américaine et les autorités de ce pays – responsable avec Orlando Bosch de la mort de 73 personnes dans la tragédie connue de Barbade – et exigeant sa détention et extradition au Venezuela, la Section des intérêts travaillait intensément à l'organisation d'une prétendue Assemblée de défense de la société civile, convoquée officiellement précisément pour le 20 mai, date honteuse et malheureuse de notre histoire. Tout cela était conçu et financé par le gouvernement des États-Unis.

La dénonciation de Cuba, formulée le 11 avril, et la réunion à La Havane de personnalités de tout l'hémisphère pour exiger l'extradition au Venezuela du terroriste et dénoncer l'opération Condor et les crimes monstrueux commis par les dictatures militaires avec la complicité du gouvernement des États-Unis – en particulier lorsque Bush senior était le chef de la CIA et plus tard vice-président des États-Unis, ce qui coïncidait à son tour avec la sale guerre livrée contre le Nicaragua et le scandale Iran-Contras – mettaient le gouvernement Bush et ses principaux complices dans l'embarras.

Avant l'acte terroriste de la Barbade, Orlando Bosch et Posada Carriles, qui avaient participé à l'opération Condor, assumaient la responsabilité de l'organisation et la conception de très graves crimes commis contre des personnalités marquantes du Chili et d'autres pays latino-américains.

La SINA et ses salariés avaient l'intention évidente de préparer une provocation contre les autorités révolutionnaires cubaines afin de tenir l'opinion internationale à l'écart de la confabulation et de la complicité scandaleuses entre Bush junior et le principal terroriste de l'hémisphère, qu'il a sorti de la prison au Panama et à qui il a permis plus tard d'entrer aux États-Unis.

La prétendue Assemblée de défense de la société civile a compté sur la présence du chef de la Section des intérêts des États-Unis et a même reçu un message adressé directement par Bush et par des groupes terroristes de Miami. Posada Carriles lui-même, a envoyé son soutien et son salut à l'Assemblée de défense de la société civile. Toutes les données et incidences de la grotesque réunion provocatrice sont enregistrées et seront opportunément mises à la disposition de l'opinion publique. En fin de comptes, la prudence et le sang-froid de la Révolution a fiché par terre la grossière manœuvre,

après de longs efforts pour contenir l'indignation de la population voisine qui ne pouvait comprendre la raison de cette tolérance devant une telle réunion mercenaire et traître.

Enhardis par l'apparente impunité de leurs aventures, le vendredi 22 juillet dernier, lorsque l'effort se concentrait sur la reconstruction du pays, les « défenseurs de la société civile » - encouragés par la Section des intérêts et fortement stimulés par les vols et les transmissions presque quotidiens des avions militaires et les messages subversifs qu'elles renfermaient et compte tenu des informations diffusées par la mafia de Miami qui était pratiquement sur le point de faire ses valises devant un collapsus imminent de la Révolution – se sont décidés à préparer une nouvelle provocation ; or, cette fois-ci, le peuple, indigné encore devant des actes de trahison aussi dévergondés, a intervenu avec ses expressions de ferveur patriotique et empêché les mercenaires de bouger. Et cela se passera toujours, chaque fois que des traîtres et des mercenaires dépassent, ne serait-ce que d'un millimètre, ce que le peuple révolutionnaire, dont la destinée et la vie sont en jeu face à l'empire le plus vorace, inhumain et meurtrier de l'histoire, est prêt à permettre.

La prétendue dissidence ou opposition à Cuba n'existe que dans l'esprit débridé de la mafia cubano-américaine et des bureaucrates de la Maison-Blanche et du Département d'État. Ils se trompent eux-mêmes ou s'intoxiquent eux-mêmes avec leurs propres mensonges. Ils achètent des gens opportunistes, divorcés de toute activité productive ou de tout service utile, parfois des personnes vagabondes et souvent des antisociaux ou des délinquants qui n'ont ni l'estime ni le soutien de personne. Ce sont toujours les mêmes circonstances où les autorités doivent les protéger lorsqu'ils tentent d'organiser une provocation, et dans ces cas-là, la première chose que fait la Section des intérêts c'est de convoquer la presse étrangère. C'est comme lorsque les mercenaires armés, pour la plupart des anciens batistiens, suivant l'idée selon laquelle le peuple se soulèverait immédiatement contre la Révolution, ont envahi le pays. Personne ne les connaît à Cuba, ils vivent de la publicité à l'étranger. La mafia terroriste et le gouvernement des États-Unis tirent honteusement profit des facilités accordées par Cuba pour que de nombreuses agences internationales et organes de presse résident et informent depuis Cuba sans aucune restriction et pour qu'ils puissent se déplacer et agir en toute liberté. Certains travaillent en pleine complicité avec la Section des intérêts des États-Unis pour désinformer et tromper le monde sur la réalité cubaine. Ils savent parfaitement bien qu'aucun processus révolutionnaire n'a jamais compté sur le consensus et le soutien écrasant et sur la confiance dont dispose la Révolution cubaine compte tenu de sa fermeté et de sa loyauté aux principes, au courage, à l'esprit internationaliste et à la solidarité du peuple cubain.

Je crois qu'il est préférable que l'empire ne se berce pas d'illusions le conduisant à commettre des erreurs plus graves, car rien de ce qui s'est passé ailleurs ne sera comparable avec ce qui se passerait ici avec ceux qui tenteraient de s'emparer de Cuba.

Il y a très longtemps, il y a plus d'un siècle, Maceo l'a signalé : quiconque tenterait de s'emparer de Cuba recueillerait la poussière de son sol baignée de sang s'il ne périsait dans la lutte. Aujourd'hui, nous pourrions ajouter : ne pourra même pas ramasser la poussière de son sol et devra verser beaucoup plus de sang que dans n'importe où dans la planète.
Nous le jurons !

Je profite de cette occasion pour aborder d'autres sujets d'un grand intérêt pour notre peuple.

Dans les six premiers mois de cette année, le pays a été confronté à une complexe situation en raison de la sécheresse, du manque d'énergie électrique et, plus récemment, des effets de l'ouragan Dennis.

Les ennemis de la Révolution, comme nous l'avons déjà expliqué, ont prétendu avec joie utiliser ces faits pour affirmer que Cuba traverse une profonde crise économique. Ils n'apprennent pas et, encore une fois, ils sous-estiment la capacité de résistance et de lutte de notre peuple.

Depuis l'an dernier, notre économie a enregistré une croissance solide, tendance qui s'est renforcée au cours du premier semestre de 2005, à preuve les données irréfutables que je vais vous montrer maintenant.

Pendant le premier semestre, l'économie cubaine a enregistré une croissance de l'ordre de 7,3% et, compte tenu des tendances positives qu'elle montre, cette progression sera, d'ici la fin de l'année, d'environ 9%.

Ce comportement économique est le résultat de la croissance enregistrée par 13 des 22 branches de l'industrie, dont il faut souligner en particulier : la métallurgie ferreuse avec 15,5% ; la métallurgie non ferreuse, 9,2% ; les arts graphiques, 21,7% ; les confections textiles, 7,0% ; le secteur alimentaire, 3,6% ; et les boissons et tabacs, 4,4%.

Le secteur du bâtiment a enregistré une croissance de 8,2% ; les télécommunications, 7,1% ; le commerce, 10% et les services, 13,3%.

La production équivalente du brut national et du gaz se monte à environ 1 900 000 tonnes, soit quatre fois celle réalisée au début de la période spéciale. Des efforts sont actuellement consentis pour forer et mettre en fonctionnement de nouveaux puits de pétrole et de gaz, ce qui permettra au pays d'avancer à un rythme accru vers l'approvisionnement énergétique autonome.

Le raffinage de brut a progressé de 9,2%, ce qui a permis de faire des économies de l'ordre de 29 700 000 dollars pour le total de produits raffinés par rapport aux cours internationaux. En revanche, les niveaux de consommation de carburants ont été similaires à ceux de l'année précédente.

La production d'électricité a diminué de 4% en raison, d'un côté, d'avaries dans les centrales électriques et, de l'autre, de la prolongation des périodes de maintenance de celles-ci, ce qui a eu des répercussions négatives sur le bon déroulement de certaines activités productives et de services et sur la population.

Pour assurer la maintenance de ces centrales, les ressources en devises à investir jusqu'au mois de décembre 2005 ont doublé, soit plus de 100 millions de dollars.

50 millions de dollars ont d'autre part été alloués à un programme visant à améliorer les réseaux électriques, exécuté à 34% dans les cinq premiers mois de l'année.

Ce programme permettra de réduire de 16,5 à 11% les pertes totales au titre de distribution d'électricité et d'accroître la qualité du service.

Une profonde révolution s'opère dans la conception de la production et l'utilisation de l'énergie électrique. On a déjà acquis des équipements et des matériaux en cours d'installation d'un coût de 282 100 000 dollars, ce qui permettra de disposer en moins d'un an de plus d'un million de kilowatts supplémentaires.

Si je vous parle de dollars c'est pour faciliter la compréhension des coûts en devises convertibles.

En outre, il faudra ajouter à ce chiffre 200 000 kilowatts produits par une nouvelle centrale à cycle combiné et l'adaptation d'une centrale thermoélectrique, aujourd'hui inactive, qui consommera du gaz accompagnant. Grâce à cette nouvelle capacité et à des économies d'au moins un million de kilowatts par l'investissement de plus de 250 millions de dollars, la production, les services et les ménages disposeront, à partir du deuxième semestre de 2006, d'une capacité d'énergie électrique qui double celle d'aujourd'hui.

Parallèlement au problème énergétique, il faudra aussi assurer les carburants destinés à la population. Personnellement, en tant que président du Conseil d'État et du gouvernement, je consacre une bonne partie de mon temps à cette question et je

n'exagère pas avec ce que je viens de dire, je le dis plutôt avec discrétion et à partir des possibilités disponibles.

Il a été engagé l'achat de plus de 3 100 000 autocuiseurs, de 3 500 000 cuisinières de riz électriques, de 3 100 000 cocottes minutes électriques, de 3 800 000 réchauds électriques et de 1 100 000 ventilateurs de 12 pouces.

On a acheté plus de 5 300 000 joints de réfrigérateurs, 650 000 thermostats et 7 millions de joints de cafetières. Ces équipements et ces accessoires, que l'on a déjà commencé à distribuer progressivement et soigneusement, continueront d'être fournis pendant le deuxième semestre, selon le programme prévu.

Plus de 100 millions de dollars sont investis dans l'industrie pharmaceutique dont la production augmente d'une manière soutenue.

On continue de travailler dans l'agrandissement et la rénovation des usines de yaourt de soja, en vue d'élever la capacité de production à un million de litres par jour, qui sera utilisé progressivement.

On continue aussi de travailler et de faire des investissements pour traiter 25 000 tonnes annuelles de chocolat au lait. La production estimée pour le reste de l'année est de 12 000 tonnes qui seront distribuées à la population.

Le programme de production de café de qualité comprend l'introduction et le montage dans les actuelles usines de torréfaction d'une série d'équipements déjà engagés, à savoir 30 machines à emballer, 2 nouvelles machines à griller, et la substitution de 7 moulins. La distribution démarrera dans certaines provinces au mois d'août en fonction des capacités installées.

En vue d'élargir et d'assurer le stockage de céréales et graines de légumineuses, on a entrepris la création de capacités pour un demi million de tonnes en silos métalliques d'une qualité optimale.

On travaille également dans l'élargissement de la capacité de production de pâtes.

Les industries actuelles du Pouvoir populaire pour la production de ficelles seront élargies et 15 nouvelles usines similaires seront mises sur pied.

Deux nouvelles usines de pâtes alimentaires seront installées dans les anciennes sucreries Noel Fernández (Camagüey) et Marta Abreu (Cienfuegos). L'usine Vita Nuova sera dotée d'une nouvelle ligne de pâtes d'une capacité de 1 750 kilogrammes par heure et l'usine Buona Sera de Santiago de Cuba sera modernisée.

La capacité totale prévue, entre pâtes longues et courtes, se montera à 70 000 tonnes.

On prévoit l'acquisition de 2 nouvelles usines de traitement de cacao d'une capacité de 25 000 tonnes chacune.

Cette décision, en plus de satisfaire les besoins nationaux, permettra de produire du beurre de cacao d'une haute qualité pour l'exportation, ainsi que d'autres dérivés du cacao.

Dans le cadre de la politique de renforcement de l'alimentation de notre peuple, un programme pour accroître la production d'œufs est en cours. L'objectif est de produire en 2006 plus de 2,2 milliards d'unités.

Une série d'investissements a été approuvée pour assimiler l'augmentation de la disponibilité de viande de porc.

On travaille dans la récupération de la capacité de production de viande de porc en vue de produire en 2006 80 000 tonnes de viande poids vif et de créer les conditions pour en produire 100 000 en 2007.

Les zones de cultures protégées et semi-protégées pour la production de légumes de haute qualité pour la consommation nationale et l'exportation seront considérablement élargies.

Dans les six premiers mois de l'année, la production de nickel s'est montée à 38 200 tonnes, soit une progression par rapport à l'année précédente. Les exportations de cette production ont représenté la principale source de revenus pour le pays au titre d'exportation de biens, soit 545 millions de dollars dans le premier semestre.

Au 30 juin, les visiteurs reçus par le pays ont représenté une croissance de 8% et l'on estime que l'on en recevra au cours de l'année 2 300 000 tel que prévu.

Les revenus rapportés par le tourisme ont augmenté de 11,5% par rapport à l'année précédente, le taux de remplissage étant de 66,9%.

On prévoit, pour l'année en cours, la mise en fonctionnement de 4 nouveaux hôtels qui apporteront 1 921 chambres pour le tourisme international.

L'industrie électronique a doublé la production de logiciels et de téléviseurs.

Dans les six premiers mois de l'année en cours, la production de ciment a augmenté de 20,8% et celle de barres d'acier, de 5%.

Afin de satisfaire les besoins les plus urgents pour accroître notre capacité constructive, on a approuvé des investissements déjà en cours pour un montant de 62 millions de dollars, ce qui permettra d'augmenter de 51% la production de sable, de 74% celle de pierre, de 59% celle de parpaings et de 49% celle de parties pour les planchers.

À cette date, 7 300 logements sont déjà achevés. D'ici la fin de l'année, la plupart des logements endommagés partiellement par l'ouragan Dennis seront réparés ; du nombre total de logements détruits on en construira au moins 10 000 nouveaux et les plans d'achèvement et de construction de nouveaux logements seront poursuivis pour couvrir les besoins les plus urgents jusqu'à atteindre au moins 30 000 logements supplémentaires.

Les matériaux nécessaires pour construire un total de 100 000 nouveaux logements en 2006 sont déjà engagés ou en cours de l'être, ce qui constituera largement le chiffre le plus élevé de notre histoire. Ce montant ne comprend pas un grand nombre de réparations. Tout dépendra de l'effort humain.

La pire sécheresse enregistrée à Cuba a ravagé le pays depuis 2003 jusqu'au mois de mai 2005. Les pertes économiques sont estimées à plus de 1,2 milliard de dollars.

Pour faire face à la sécheresse, on a investi, jusqu'en 2004, 183 millions de dollars en ouvrages hydrauliques et pour l'année en cours, on prévoit un investissement supplémentaire de l'ordre de 60 millions.

Il a fallu d'autre part investir en frais courants plus de 70 millions de dollars, y compris 28 000 tonnes de diesel et 14 000 tonnes d'essence, en particulier pour amener de l'eau à la population touchée, soit plus de 2 500 000 habitants aux moments les plus critiques ; il a fallu même utiliser des camions-citernes pour approvisionner en eau environ 2 millions de personnes.

Pour revitaliser l'économie, il est indispensable de donner une nouvelle impulsion au transport de marchandises, sérieusement touché pendant ces années de période spéciale.

La période spéciale et le blocus imposé par les États-Unis ont porté un rude coup au transport ferroviaire, à tel point que celui-ci a été sur le point d'être paralysé.

Des investissements urgents de l'ordre de 40 millions de dollars sont en train d'être faits cette année dans le transport de marchandises par chemin de fer. 32 locomotives et 1 000 wagons pour le transport de marchandises ont été réparés. Dans les mois à venir, il faudra réparer 18 locomotives et presque 1 000 wagons supplémentaires, chargés de transporter des agrégats et du ciment pour les ouvrages en chantier de la Bataille d'idées et le programme de construction de logements.

12 locomotives neuves, achetées en Chine, arriveront en novembre de l'année en cours.

Le transport de marchandises par chemin de fer a enregistré une croissance de 47 900 tonnes par rapport au premier semestre de l'année précédente.

En ce qui concerne le transport automoteur de marchandises, 486 camions, qui étaient paralysés, ont été réparés et mis en marche.

Le parc automobile du ministère des Transports a transporté au cours du semestre 66 100 tonnes de plus par rapport à la même période de l'année 2004.

Des équipements portuaires, des métaux pour les voies ferrées et des machines et pièces pour camions d'un coût de plus de 15 millions de dollars ont été achetés ou sont en cours de l'être.

100 000 omnibus modernes pour le transport à distance, dotés de moteurs hautement performants en ce qui concerne la consommation de carburant ont été engagés en Chine. 200 de ces véhicules sont déjà arrivés au pays et sont utilisés pour satisfaire des besoins vitaux. Selon les estimations, environ 3 millions de plus des passagers prévus seront transportés cette année.

Il faudra forcément réviser les tarifs, compte tenu du fait que le coût élevé du carburant et des équipements empêcherait la prestation de ce service aux prix historiques.

Dans le secteur de la santé, les investissements, pour la première fois dans l'histoire, ont fait l'objet d'une impulsion significative pendant le premier semestre. Les 448 salles de rééducation dont a besoin le pays ont été achevées.

123 polycliniques ont fait l'objet de réaménagement.

Presque la totalité des 444 polycliniques existantes ont été dotées d'électrocardiographes ; 396 ont reçu pour la première fois des équipements ultrason à trois transducteurs et 115 disposent d'équipements neufs à rayons X. Tous ces établissements, qui disposeront de service d'endoscopie, comptent 4 ordinateurs et une bibliothèque et 368 sont déjà branchés sur Internet.

Depuis janvier 2004, les municipalités qui en avaient besoin disposent de 118 salles de thérapie intensive ; jusqu'au mois de février 2005, 42 561 patients y ont reçu des soins, dont 13 025 ont pu être sauvés, soit 92% de ceux qui couraient un risque imminent de mort.

Les cliniques dentaires ont reçu 851 cabinets dentaires neufs.

Plus de 50 hôpitaux qui prêteront des services d'excellence à des patients nationaux et étrangers sont en cours de rénovation, d'agrandissement et d'équipement. Le programme a démarré en 2004 avec un budget estimé à 835 millions de dollars, qui comprend des équipements de dernière génération évalués à environ 400 millions de dollars.

Parmi les équipements de haute technologie dont ils sont dotés, citons 27 tomographes numériques 1 coupe - il existe déjà une couverture nationale -, 9 tomographes 64 coupes, 8 tomographes à résonance magnétique et 8 tomographes à ultrason tridimensionnel, qui seront utilisés pour la première fois à Cuba.

Le programme ira de pair avec la construction de 44 résidences hospitalières, soit au total 6 886 chambres. Un grand nombre d'hôtels trois et quatre étoiles seront aussi mis à la disposition des services internationaux de santé.

Le pays est déjà à même d'opérer et de prêter des services dans toutes les branches de l'ophtalmologie à des centaines de milliers de patients ; 100 000 frères vénézuéliens en bénéficieront cette année. Jusque hier, 25 juillet, 25 024 patients vénézuéliens et autant de Cubains ont été opérés.

Au moins 15 000 citoyens de la communauté des Caraïbes bénéficieront de ces services entre la deuxième quinzaine de juillet 2005 et le mois de juin 2006. Le Venezuela et Cuba ont offert aussi ces services à d'autres 100 000 Latino-américains dans cette même période. Il s'agit d'une prouesse solidaire et humaine sans précédent dans l'histoire du monde.

Grâce à la révolution éducationnelle menée à bien par notre pays dans le cadre de la Bataille d'idées, le processus d'enseignement a fait un bond de qualité sans précédent.

111 grandes écoles ont été réparées, alors que 56 écoles et 5 Instituts pédagogiques font actuellement l'objet de travaux de rénovation.

Des travaux de réparation sont actuellement en cours dans 25 polytechniques d'informatique pouvant accueillir 40 000 élèves, ainsi que 15 lycées de la province La Havane des 40 visés par ce programme. Le coût de ces programmes est de l'ordre de plus de 120 millions de dollars.

118 Clubs d'informatique ont été achevés au cours du semestre, à un coût de 21 millions de dollars.

À la fin de la présente année scolaire, 1 197 ouvrages du programme de la Bataille d'idées qui profitent à 503 174 élèves ont été achevés.

16 Écoles d'éducation physique (EIDE) font l'objet d'un réaménagement à un coût qui dépasse 14 600 000 dollars ; l'une d'entre elles et 113 ouvrages ayant été achevés.

20 filiales universitaires supplémentaires ont été installées dans les prisons, auxquelles participent quelque 590 étudiants.

Comme une preuve des potentialités de notre économie, le salaire minimum a été augmenté au mois de mai, passant de 100 à 225 pesos, mesure qui a profité à 1 657 191 travailleurs, soit 54% des employés publics, le coût annuel étant de 1,65 milliard de pesos. En conséquence, le salaire moyen est passé de 282 pesos à la fin de 2004 à 334 pesos à la fin du premier semestre.

En juillet, les salaires dans les secteurs de la santé et l'éducation ont augmenté, ce qui a profité à 857 400 travailleurs, le coût annuel étant de plus de 523 millions de pesos.

En matière de sécurité sociale, les pensions versés à 1 468 000 personnes, soit un peu plus de 97% du total, ont augmenté.

Les bénéficiaires de l'assistance sociale ont augmenté de 50 pesos par mois, ce qui a profité à 476 512 personnes.

Ces deux mesures représentent un coût annuel de quelque 1,190 milliard de pesos.

Ces mesures ont profité à 4,4 millions de personnes, soit 30,9% de la population, le coût annuel étant d'environ 2,780 milliards de pesos. Dans d'autres secteurs, les salaires seront aussi augmentés.

Les exportations de biens et services ont enregistré une croissance de 26,3% au cours du premier semestre par rapport à la même période de l'année 2004.

Ainsi, le solde favorable enregistré dans le commerce des services permet de compenser le déséquilibre de l'échange des biens, donnant ainsi lieu à un discret solde positif dans la balance commerciale, légèrement supérieur à celui enregistré l'année précédente.

En ce qui concerne l'exportation de biens, il faut notamment signaler par leur importance le nickel, les médicaments génériques et biotechnologiques, le tabac, le sucre non raffiné, alors que dans le domaine des services, les prestations médicales et le tourisme jouent un rôle décisif.

Ces résultats ont été remportés en plein milieu d'un processus de réorganisation de l'activité du commerce extérieur où le nombre d'entreprises autorisées à importer est passé de 192 à 89 et où 67% des importations totales du pays sont entre les mains de 23 entités. Au cours des deux dernières années, la participation des intermédiaires s'est réduite de 26%.

Dans le cadre d'une politique économique visant à garantir la satisfaction des intérêts sociaux ainsi que les priorités fondamentales du pays, des mesures ont été adoptées dans le domaine monétaire dans le but de renforcer la monnaie nationale. Vers le milieu de l'année 2003, le dollar n'est plus utilisé dans les transactions entre les entreprises. C'est alors que la banque centrale instaure un contrôle des échanges en matière d'opérations externes. En novembre 2004, pour répondre aux menaces du gouvernement des États-Unis, le dollar n'est plus utilisé dans le réseau de magasins vendant en devises alors que les opérations de change de cette monnaie sont assujetties à une charge de 10%. Cette mesure a été adoptée tout en offrant toute sorte de facilités à la population et sans porter atteinte aux dépôts bancaires.

Au début de l'année en cours, d'autres mesures viennent s'y ajouter, dont la réévaluation de 7% du peso cubain par rapport au peso convertible, ce qui a élevé le pouvoir d'achat du peso cubain dans le réseau de magasins vendant en devises. Le peso cubain convertible a fait aussi l'objet d'une réévaluation de 8% par rapport au dollar et à d'autres devises.

Ces mesures ont renforcé notre souveraineté monétaire et favorisé une plus grande équité entre les couches de la population qui obtiennent des revenus dans plusieurs monnaies. À l'heure actuelle, la monnaie en circulation est émise par la banque centrale de Cuba alors que dans le passé une partie était émise par une autorité monétaire d'un pays qui exerce un blocus de fer à l'encontre de Cuba.

Analysons maintenant certains effets pratiques : augmentation des économies en pesos cubains de l'ordre de 32% par rapport au mois de septembre de l'année précédente, ce qui prouve une confiance accrue dans la monnaie nationale ; élévation du nombre de dépôts en pesos cubains convertibles dans le cadre des économies en devises pour passer de 20 à 50% et une augmentation significative des devises captées par la banque centrale.

On a pu d'ailleurs réduire substantiellement la part qu'occupe le dollar parmi les revenus en devises du pays. Par le passé, la part du dollar dépassait 90% alors qu'elle est de l'ordre de 30% à l'heure actuelle, ce qui contribue à réduire les risques découlant des menaces du gouvernement des États-Unis.

Nous assistons depuis cette année à une centralisation rationnelle des décisions en matière d'utilisation des devises. Avant de contracter des obligations, les transactions doivent être autorisées, ce qui s'est traduit par des contrats plus effectifs et par l'observance des engagements de paiement. Cela a largement contribué à la lutte contre

le délit et la corruption et à la prise d'importantes décisions dans le but d'éliminer les intermédiaires commerciaux qui n'étaient pas représentatifs dans le commerce international et dont l'activité engendrait une augmentation démesurée des prix des marchandises et services que le pays est obligé à acquérir à l'étranger.

Ce processus a permis à la banque centrale de concentrer les revenus en devises de l'État tout en offrant la possibilité de pouvoir disposer de ces fonds, ce qui a contribué à renforcer la capacité de négociation de l'État socialiste et engendré des bénéfices en matière de gestion commerciale et financière. Cela nous a aussi permis de nous acquitter rigoureusement de nouveaux engagements financiers externes et des dettes rééchelonnées et d'avoir accès à de nouvelles sources de financement dans des conditions plus favorables.

Finalement, dans le cadre des accords découlant de l'ALBA, on a mis sur pied une filiale bancaire d'une banque cubaine au Venezuela et autorisé l'ouverture d'une filiale d'une banque vénézuélienne à Cuba.

Pour la première fois depuis le début de la période spéciale, le bilan des opérations courantes a été excédentaire en 2004, et ce en raison notamment de la montée en flèche des services exportés. Cette année, on prévoit des résultats plus favorables à partir de revenus accrus au titre des services fournis.

Au 30 juin, les ventes dans les magasins vendant en devises devraient dépasser de 6,1% celles de l'année précédente.

L'accord souscrit entre la République bolivarienne du Venezuela et la République de Cuba, conclu dans le cadre des principes de l'ALBA, a été un pas fondamental dans la voie de l'unité et de la véritable intégration entre les peuples de l'Amérique latine et des Caraïbes. L'Accord portant sur la création de Petrocaribe est un autre pas d'envergure et un exemple de la fraternité et de la solidarité entre les peuples.

Les échanges commerciaux entre Cuba et le Venezuela se monteront cette année à au moins 3 milliards de dollars.

Le Venezuela et Cuba seront sans aucun doute les deux pays ayant enregistré le taux le plus élevé de croissance économique de notre hémisphère en 2005.

En raison de ces efforts nobles, constructifs et pacifiques, le gouvernement impérialiste accuse le Venezuela et Cuba, Chávez et Castro, de déstabiliser et d'encourager la subversion dans les pays de la région.

Devant de telles accusations contre le Venezuela et Cuba – si le président Chávez est d'accord -, cette journée serait la plus adéquate pour répondre : Condamnez-nous, peu importe, l'histoire nous acquittera !